

**Collectif
pour le développement
de l'emploi à Giat
et dans les Hautes-Pyrénées**

GIAT • TARBES **VIVra**

les conclusions des experts économiques condamnent le plan Vigneron

Le 7 avril 2003, le **PDG** présentait son plan de restructuration appelé **Giat 2006**.

Devant l'ampleur des décisions qui prévoient la disparition de plusieurs sites de Giat dont celui de Tarbes, avec la suppression de 650 emplois, les organisations syndicales, les salariés, la population se sont mobilisés pour dire non à ce plan de démantèlement.

Au terme d'un conflit sans précédent, la direction a accepté l'idée d'un accord de méthode afin que soit donné le temps aux élus d'élaborer des contre propositions.

Au terme d'un travail sérieux et fastidieux de quatre mois, les deux cabinets d'experts, mandatés sont en mesure de proposer une alternative politique à ce plan à l'occasion du Comité d'entreprise du 5 septembre; leurs analyses et propositions confirment en tous points que le plan Giat 2006 défendu par le PDG et la ministre Alliot-Marie n'a aucune raison d'exister. Les travaux des experts ont été élaborés à partir de la loi de programmation militaire (contrats et financements actés), contrairement au plan de la direction qui ne prend pas en compte l'augmentation de charge au delà de 2006/2008.

état comparatif des propositions

L'établissement de Tarbes rassemble plusieurs activités: des ateliers de mécanique (usinage, mécano-soudure), un atelier d'intégration (tourelles Leclerc), une forge, une activité primaire de pyrotechnie qui serait maintenue (100 emplois), ainsi que des activités de diversification (Dual Tech, Afsys, 50 emplois).

ACTIVITÉ MECANIQUE

(tourelle, usinage grande dimension, maintien en condition opérationnelle)

Étude et propositions des experts économiques

L'étude démontre la viabilité industrielle et économique du maintien de l'activité mécanique sur le centre de Tarbes.

Elle s'appuie sur la loi de programmation militaire, ainsi que sur les prérogatives, les spécificités de tourelles et d'hydrauliciens et le potentiel humain et technologique du centre de Tarbes et ne reprend pas les probabilités, pourtant fortes, d'export en terme de maintien en condition opérationnelle (MCO).

Elle intègre:

- le maintien sur le site de la charge récurrente des rechanges MCO
- la charge induite par le MCO du char AMX 10RC.
- l'activité freins des chars de 30 tonnes
- l'activité freins et vérins du char AMX 10P
- la création d'une activité dédiée aux rechanges/réparations en rapatriant la sous-traitance justifiée par les points forts du CTA:
 - des ateliers déjà dédiés à la réalisation de pièces de rechanges (usinage et montage) et à la réparation
 - respect des délais et réactivité
 - des savoir faire uniques (hydraulique, etc)
 - un Bureau d'études et des services méthodes performants

GIAT 2006, que dit le plan Vigneron ?

Les ateliers de mécanique et l'atelier d'intégration travaillent à 85% pour le programme Leclerc. Ces ateliers seraient fermés avec la fin du programme EMAT (état-major), ce qui signifie un arrêt du dernier atelier (intégration des Tourelles) début 2005. L'activité MCO freins (maintien en condition opérationnelle), réalisée dans les ateliers de mécanique, serait transférée à Tulle.

Une tentative d'externalisation/cession serait menée d'ici 2005 sur l'atelier d'usinage grande dimension (UGD), le seul qui pourrait peut-être survivre économiquement à condition de se mettre en condi-

tion de compétitivité normale par rapport à l'environnement. Si les conditions pour une réussite à terme apparaissent réalistes, l'activité serait fillialisée pour faciliter l'entrée ultérieure d'un partenaire industriel au capital, ou directement cédée à un repreneur crédible s'engageant sur un niveau d'emplois pérennes. Si les conditions pour une réussite à terme n'apparaissent pas réalistes, cet atelier serait fermé fin 2005.

Compte tenu du caractère aléatoire de la survie de cette activité, il a été fait à ce stade l'hypothèse que la totalité de l'effectif serait à reclasser.

- une longue expérience en matière de soutien client
- une expérience unique (freins) en door to door (c'est à dire en lien direct avec le client sans passer par le siège)
- le développement des activités d'usinage grande dimension
- la remise à neuf de caissons (protection de la tourelle) des chars Leclerc
- le rapatriement sur le centre des caissons en titane dont le coût de réalisation est inférieur au Centre de Tarbes à celui de la société sous-traitante.

L'étude fait apparaître un besoin minimum de 160 salariés directement concernés par le

maintien de l'activité mécanique et démontre que celle-ci a un avenir après la fin des travaux de première monte XL (chars Leclerc neufs) sans prendre de travail aux autres établissements du Giat, mais en conservant uniquement les missions historiques du centre de Tarbes.

Elle démontre entre autre la stratégie suicidaire du PDG, qui veut abandonner le cœur du métier de mécanicien du Giat pour en faire un simple intégrateur sans réelle maîtrise sur des fabrications pourtant vitales pour la nation et sa sécurité, et sans tenir compte de la spécificité des matériels (durée de vie de 40 ans et par conséquent nécessité d'entretien sur la période).

LES FORGES DE TARBES

experts économiques

Faut-il fermer les forges de Tarbes ?

D'ores et déjà, les travaux menés concernant:

- l'analyse de l'outil industriel, de sa compétitivité,

- la détermination du volume réel de charge issu exclusivement des prévisions de chiffres d'affaire communiqués par la DG, et sur l'horizon 2003-2008

nous laissent à penser qu'il n'y a pas d'évidence à la fermeture des Forges de Tarbes.

Le plan de charge recalculé intègre un volume d'activités civiles de 3 000 h par an, ainsi que les commandes prévues par la loi de programmation militaire, notamment après 2006.

SYNTHÈSE:

- **une charge moyenne de 2005 à 2008 de 45 000 h, soit une augmentation de 30% par rapport à 2002**

plan Vigneron

La forge travaille à 80% sur la fabrication de composants pour munitions de gros calibre (corps d'obus). Elle n'est structurellement pas compétitive (ce qui bloque toute diversification raisonnable vers le marché civil) et pèse lourdement sur le niveau de coût des munitions de gros calibre.

Il est donc envisagé de fermer cette forge, de façon progressive afin de laisser le temps nécessaire à la qualification de nouvelles sources d'approvisionnement auprès de forges détenant le savoir faire nécessaire.

- un taux d'unité d'œuvre moyen sur cette période de 110 euros, soit un gain de 20% par rapport à 2003
- **un effectif moyen de 75 personnes.**

- grenailleuse performante
- trouver des gains de productivité (organisation du travail, etc., hypothèse prise = 2% par an).

Les actions à mener

- réduire par 2 les surfaces occupées
- améliorer la compétitivité par des actions simples et ciblées:
- maintenance réelle des presses et chargement automatique sur celles-ci

Il est à noter que la perte déficitaire actuelle est estimée à un million d'euros par an.

La seule solution envisagée par la direction pour remédier à ce problème est la fermeture totale pour un coût global de 19 millions d'euros.

DIVERSIFICATION

(civile et militaire)

experts économiques

Compte tenu du peu de temps attribué par la direction aux experts, cette question n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie.

Toutefois, les études précédentes, réalisées par les cabinets Ouroumoff et Nodal, montraient les possibilités certaines de développement en interne.

Ces pistes touchaient essentiellement à la grande mécanique, l'aéronautique, les transports, etc.

Il faut noter également que l'établissement de Tarbes conçoit une grande expérience dans l'activité de diversification civile qui continue aujourd'hui encore à alimenter le plan de charge.

La diversification militaire (programmes militaires non liés aux armements terrestres) représente aussi à la fois une grande tradition, une expérience et de vraies possibilités.

plan Vigneron

Les perspectives conduisent à mettre un accent particulier sur les diversifications permettant de recréer des emplois sur le site, notamment SPRIA et DUAL TECH.

La cible d'emploi visée à l'horizon 2006 comprend environ 250 emplois pour SPRIA et 30 emplois pour DUAL TECH. Cette cible pourrait être rehaussée en cas de réussite du projet AFSYS, qui permettrait la création d'emplois supplémentaires.

Un programme d'investissements industriels et immobiliers serait engagé pour mettre DUAL TECH et, le cas échéant, l'atelier UGD, dans de bonnes conditions opérationnelles pour réussir (le cadre unique de ces perspectives est fillialisation et externalisation).

Un dispositif de reconversion du site serait mis en œuvre pour attirer d'autres activités, et susciter ainsi des offres de reclassement dans le privé pour le personnel de Tarbes.

Comme il le fait actuellement, le Giat Tarbes peut continuer à travailler sur des programmes "marine", "aviation", ou "espace". C'est aussi sa vocation.

Le nombre d'emplois possible est tributaire de la volonté et des décisions politiques.

Dans un document public comme celui-ci, il n'est bien sûr pas possible de donner tous les détails et éléments de démonstration fournis par les experts. Nous sommes en mesure de les présenter de manière complète à quiconque le souhaiterait.

Compte tenu des propositions faites, nous pouvons affirmer qu'il n'y a aucune justification à appliquer le plan Giat 2006 à Tarbes

Les chiffres présentés montrent qu'en additionnant les effectifs (directs et de structures) des secteurs pyrotechnie (que l'on peut également développer à partir des besoins nationaux en petites munitions), DUAL TECH (bureau d'étude), activités mécaniques, forges, diversification, l'établissement de Giat-Tarbes peut fonctionner durablement avec un effectif conséquent.

Toutes les conditions existent pour empêcher ce séisme économique que constituerait la quasi fermeture de l'usine tarbaise.

Le Giat n'est bien évidemment pas la seule entreprise du département qui connaît de

graves difficultés et la liste des menaces qui pèsent sur l'emploi est longue (Alstom, Péchiney, Socata, service public d'éducation, La Poste, etc.).

Le succès de la bataille pour la survie du Giat marquerait en tout cas la volonté des Bigourdans de ne pas laisser assassiner tout un département.

L'enjeu est local, il est aussi national et européen car pour l'indépendance, la souveraineté, la défense et le rayonnement de la France, il faut sauver l'originalité que constitue **notre industrie nationale de l'armement terrestre**.

TOUS ENSEMBLE IMPOSONS LES BONS CHOIX

vous pouvez contribuer à ce combat
en utilisant le bulletin référendum qui suit
et en vous exprimant les plus nombreux possible

Ce bulletin peut être renvoyé soit:

par la poste à l'adresse suivante, CE Giat-Industries, Collectif Giat 12 Bd Renaudet 65000 TARBES, tél: 05 62 38 60 31;
en le déposant en votre mairie (qui transmettra); par fax, au N° 05.62.38.64.92; par e-mail: giat.comite-detablissement@wanadoo.fr
en le remettant à des militants ou organisations connus de vous

Hautes-Pyrénées - Bassin d'emploi de Tarbes

GIAT.TARBES
VIVra

référendum d'initiative civique
compte tenu des éléments avancés par les experts

je suis pour l'application du plan Vigneron/AlliotMarie

je suis pour la prise en compte des propositions des experts mandatés par les élus et les personnels

cochez la case de votre choix